

de mazout ramassés sur la plage. Certains observateurs ont critiqué cette forme d'action nous accusant d'être à notre tour des pollueurs. Six mois après, nous avons refait le même type d'opération avec une tonne de sol pollué venu de Sibérie, parce qu'en Sibérie TOTAL exploite un champ de pétrole où il y a deux Erika qui partent chaque jour dans la nature. Nous avons déposé trente centimètres de sol pollué sur une bâche formant un tapis jusqu'à l'entrée du site. Ensuite, ils pouvaient prendre leur bâche et aller traiter leur boue ailleurs. Nous devons nous mettre systématiquement en position de ne pas pouvoir être attaqués. Contre les OGM, en 1998, nous avons fait une récolte préventive. Nous avons repéré un agriculteur qui avait du maïs transgénique. On a discuté avec lui avant et nous lui avons fait une proposition: « Nous allons récolter votre maïs, nous prenons une part de votre récolte, donc nous vous indemnisons. », ce qui évite les images des agriculteurs furieux après les militants que l'on montre ensuite en boucle à la télévision et qui occultent le problème. Si vous mettez sous cloche un essai de culture transgénique, vous n'arrachez rien mais vous empêchez la pollinisation de contaminer l'environnement. Nous gagnons sur l'image. Tout cela demande un calcul sérieux. L'interpellation doit être suffisamment fine pour être visible et reçue par tout le monde. Quand il s'agit de bloquer le tuyau d'une usine chimique qui crache des déchets dans la mer, ce n'est pas très compliqué. Le méchant est facilement identifié! Mais dans d'autres cas de figure, c'est beaucoup plus compliqué. Nous avons développé un savoir-faire pour conduire ces confrontations, la façon de faire est très importante. De la réussite de la confrontation dépend directement le changement que nous pouvons obtenir et c'est bien ce changement qui nous importe.

Entretien réalisé par Dominique Boullier

Jacques Sémelin

La force de la non-violence

Jacques Sémelin rappelle que si la violence est « l'abus de la force », l'action non-violente est l'usage d'une force « libre de violence ». Toujours menacée par les débordements, l'action non-violente reste cependant le moyen le plus efficace, en démocratie, pour transformer la violence en conflits pouvant être réglés politiquement ou par des médiations.

Cosmopolitiques: Les questions de violence, de non-violence, de nature et de naturalisation sont partout présentes dans les articles de ce numéro, tout comme les formes d'action possibles face aux violences « invisibilisées » par les mensonges ou la routine ou bien, à l'inverse, rendues trop visibles par la stigmatisation dramatisée de certaines conduites. Sans doute faut-il préciser quelques définitions?

Jacques Sémelin: Le rapport entre nature et violence est étroit puisque la conception classique de la violence en philosophie politique renvoie notamment à « l'état de nature », c'est presque un synonyme de « vie ». La racine latine « vis » exprime bien cette idée d'une « force en action ». En découle sans doute la propension à « naturaliser » la violence, à la renvoyer à un « état de nature » pré-politique relatif à la condition humaine voire animale, comme on le trouve chez Hobbes ou Nietzsche. Mais on peut penser aussi, avec Machiavel ou Raymond Aron, que la violence construit le politique, qu'elle en est l'affirmation intrinsèque, que c'est par la violence et la guerre que se fabriquent le pouvoir et l'État. Une autre approche classique de la violence, mais différente des précédentes, renvoie à l'idée d'injustice, en reliant la violence aux structures sociales, économiques, institutionnelles, autrement dit à la violence des systèmes. Une autre idée de la violence est encore de la

percevoir avant tout comme un acte de « transgression ». Certes, toute transgression n'est pas violence, mais toute violence est transgression d'un code, d'une norme ou d'une loi. L'anthropologue Françoise Héritier écrit en ce sens que la violence est « effraction de l'autre », du territoire de l'autre. On est donc en présence de plusieurs approches complémentaires mais aussi contradictoires de la violence qu'il convient de distinguer comme nature, pouvoir, système ou transgression.

Mais je voudrais attirer l'attention sur une autre définition de la violence, qui est son sens premier en français: la violence comme « abus de la force ». C'est important pour réfléchir aux questions de non-violence, car si la violence est un « abus de la force », cela veut dire qu'il peut exister un usage « non abusif » de la force, autrement dit une force sans violence, une force non-violente. Partant de là, la non-violence ne peut en aucun cas être considérée comme de la passivité: elle est au contraire une force qui n'abuse pas de sa force. Plus précisément, dans « non-violence », il y a d'abord le « non »: au départ est le refus de la violence, qui peut être comme un cri d'aspiration à la liberté, tel l'homme révolté de Camus. Mais ce « non » se double d'une volonté d'agir, d'agir sans violence. C'est là le coup de force historique de Gandhi, si j'ose dire: sa volonté d'innover socialement et politiquement en inventant des méthodes de lutte que l'on va qualifier de « non-violentes ». On voit donc que la non-violence débouche de facto sur une conception de l'action collective. Car la non-violence est bien porteuse de toute une tradition de luttes sans armes de Gandhi à Walesa en passant par les Mères de la place de Mai en Argentine ou plus récemment le mouvement serbe anti-Milosevic qui a contribué à lui faire perdre le pouvoir.

Je préfère d'ailleurs les expressions « action non-violente » ou « lutte non-violente » à celle de « non-violence » stricto sensu. En effet, le terme « action » est par définition dynamique tandis que le substantif « non-violente » ajoute l'idée d'une retenue. Donc, la notion « d'action non-violente » renvoie à l'idée de quelque chose qui se construit dans la tension, qui se donne des limites. L'expression allemande est plus explicite qu'en français: « Gewaltfrei » veut dire « action libre de violence ».

Conséquence importante de cette approche: il n'y a pas d'opposition entre non-violence et conflit. C'est même le contraire, on ne peut parler de non-violence en dehors du conflit. Lorsque la violence est structurelle, l'action non-violente a pour objectif de révéler une violence rendue invisible et à la transformer en conflit qu'il s'agit alors de résoudre par des rapports de forces symboliques et démocratiques. Inversement, lorsque le conflit est établi, le propre de l'action non-violente sera de faire en sorte que ce conflit ne s'engage pas davantage dans un processus

violent et destructeur. Enfin, quand un conflit est installé dans la violence et la peur, l'action non-violente vise à le « déviolentiser » pour le repolitiser, dans le sens d'une reprise de la parole, de la négociation. C'est bien souvent le cas de figure le plus difficile car cela veut dire qu'il y a déjà eu des morts sinon des massacres et du massacre naît le désir de vengeance. Le conflit israélo-palestinien en offre une illustration tragique.

Cosmopolitiques: Arrêtons-nous sur l'exemple de Greenpeace, présenté dans ce numéro. Il s'agit du premier cas de figure: transformer en conflit, grâce à l'action non-violente, une violence contre l'environnement et les humains rendue invisible par le mensonge, la dissimulation, l'ignorance, de manière à réinscrire cette violence dans l'espace public de la controverse, de la justification et de la négociation.

Jacques Sémelin: Avec Greenpeace, nous sommes en présence d'une pratique de l'action non-violente constituée de trois dynamiques complémentaires. La première se situe en amont de l'action proprement dite, elle consiste à établir un dossier sur le problème qu'ils souhaitent dénoncer. C'est là un principe de base de toute campagne non-violente: il faut s'engager en connaissance de cause, de façon documentée, sur la base d'une contre-expertise solide, pour une raison essentielle: on ne peut pas prendre de risques personnels sur du vent! Parce que Greenpeace touche à des mécanismes invisibles et technocratiques, c'est la solidité de leurs dossiers qui fera leur force. La deuxième dimension, c'est la prise de risque personnelle des militants pour une cause universelle. On retrouve aussi ce paradoxe dans la grève de la faim: la prise de risque est personnelle, mais cela marche d'autant mieux que c'est pour une cause qui n'est pas seulement d'intérêt particulier. C'est une forme d'héroïsme anonyme: ce sont des militants dont on ne connaît presque pas le nom et qui ne doivent en aucun cas être des martyrs. C'est précisément cette prise de risque personnelle mais universelle, exposée mais organisée, qui permet que le problème soulevé soit plus facilement pris au sérieux par le public. Vient ici la troisième dimension de l'action, son côté spectaculaire, la volonté de rendre visibles les choses en créant l'événement qui va attirer l'attention publique. On a, là encore, un principe typique de l'action non-violente: susciter la création d'un tiers favorable à la cause pour faire pression sur l'adversaire. Faire en sorte que ce tiers témoin devienne un tiers soutien de la cause. Nous sommes ici dans un mécanisme triangulaire, qui n'est bien sûr possible que s'il y a médiatisation de l'action. Le but est bien de créer un choc public, dans l'espace public et le procédé est en cela très moderne.

On pourrait d'ailleurs faire le rapprochement avec le « terrorisme », un mot que je n'aime pas beaucoup utiliser en sciences sociales, mais faisons avec. Dans une action dite « terroriste », il s'agit bien aussi, au moyen d'un scénario soigneusement préparé, de créer l'événement et d'attirer l'attention du public. Ainsi, l'instrumentalisation des moyens modernes de communication participe pleinement de la dynamique et de l'impact de l'action. Il y a cependant une différence fondamentale avec ce que fait Greenpeace: le « terrorisme » vise précisément à terroriser le public, tandis que la volonté de Greenpeace est de responsabiliser le public en maîtrisant la dimension de la violence. Le but est de susciter la sympathie et de le « conscientiser », non de l'effrayer.

Mais ce type d'action a pourtant lui-même des limites: celles des contraintes propres aux logiques de production de l'information. Le premier risque est que le spectaculaire se suffise à lui-même, occultant la cause, en dépit des dossiers préparés. Le second risque tient dans l'érosion de l'action du fait de sa répétition. Il en va de même pour la grève de la faim: la première peut faire événement, mais si d'autres suivent, elles risquent de se banaliser et les médias en parleront de moins en moins. En se mettant ainsi en position de vulnérabilité, l'acteur se donne, certes, la possibilité de démultiplier son impact, mais en même temps il est contraint à toujours plus de créativité, d'inventivité. On le voit aujourd'hui avec le retournement de sympathie des médias vis-à-vis de José Bové. Nous touchons le problème d'une spectacularisation de l'action qui conduit à l'usure, à la surenchère d'un personnage qui n'est plus un héros anonyme, mais quelqu'un dont on peut dire qu'on l'a trop vu, qu'il veut se mettre en scène... Qu'un tel procès soit justifié ou non à son égard, c'est toute la difficulté de la création d'événements médiatiques: cela fait la force d'une lutte non-violente mais cela peut aussi faire sa faiblesse, si elle ne repose que sur le relais des médias.

Cosmopolitiques: L'action de Greenpeace apparaît conditionnée par une certaine rationalité de l'expertise et de l'intervention conflictuelle, car tout débordement de colère, de passion, d'agressivité, menace en permanence de discréditer cette action. N'est-ce pas là une limite à l'action non-violente?

Jacques Sémelin: Le débordement par la violence est bien le risque fondamental de l'action non-violente. Il tient au paradoxe de l'action non-violente elle-même évoquée plus haut: se construire dans la tension, dans la retenue de la violence. Or, il peut arriver qu'il y ait perte de contrôle, qu'elle vienne d'un individu en particulier ou d'une collectivité, d'une foule! N'oublions pas non plus que la force de

l'action non-violente repose d'abord sur la force du nombre pour peser sur l'adversaire. Mais du nombre peut naître la passion. Pour gagner, on vise à rassembler, à créer le nombre, mais de ce nombre peut naître une violence collective. On est donc toujours sur un fil et ce qu'on voit dans Greenpeace, c'est précisément la volonté de maîtriser tous ces fils en amont. C'est ce qui me frappe le plus: l'action est pensée, elle ne laisse pas place à l'improvisation, elle est cadrée intellectuellement de manière à ce que la part de l'émotion soit la plus réduite possible. Mais autre paradoxe, le but est bel et bien de produire de l'émotion sur le public, afin que l'opinion fasse pression sur le pouvoir. Nous sommes donc en présence d'un schéma d'action assez sophistiqué, combinant à la fois le rationnel et l'émotionnel, espérant en contrôler les effets.

Cosmopolitiques: Avec Greenpeace, nous avons affaire à des actions non-violentes appuyées en amont sur la rationalité et la contre-expertise, sur la maîtrise des dossiers et des conduites et pour des affaires qui n'engagent directement et personnellement ni les militants, ni le public. Alors comment penser des actions non-violentes dans des situations de violence sociale, économique ou culturelle où la désignation de l'adversaire est compliquée, où les risques de débordement par la colère, l'énerverment ou tout simplement le jeu (on le voit avec les « violences urbaines ») sont constants? Peut-on envisager un « Greenpeace de la fracture sociale »?

Jacques Sémelin: Ce « transfert » de la technologie Greenpeace aux problèmes sociaux est effectivement difficile, mais les conditions de l'action ne sont pas les mêmes. Dans le cas des violences sociales, il s'agit d'abord de tenter de transformer les individus en acteurs, ce qui n'est pas une mince affaire dans la mesure où ils connaissent des situations de vulnérabilité voire de dérives personnelles qui favorisent fort peu l'action collective. Néanmoins, nous sommes encore ici dans le cadre « classique » d'une autre figure de l'action non-violente. Je pense notamment à l'expérience militante de Saul Alinsky avec les sans-logis, les Noirs très pauvres des États-Unis au cours des années 60. Relisons son livre, *Rules for radicals*, malheureusement traduit en français sous le titre *Manuel de l'animateur social*. Ce dont nous discutons est précisément le type de problème qu'il voulait résoudre: comment mobiliser efficacement tous ces gens marginalisés dans des formes diverses d'action collective pour qu'ils obtiennent de meilleures conditions de vie, des droits sociaux, etc.?

Or, son expérience montre que la pratique de l'action non-violente (qui fait aussi appel à l'humour) est de nature à donner confiance aux gens,

en leur capacité de construire ensemble une force de pression. Son idée est que « petite action deviendra grande » à mesure que les gens apprendront à s'organiser et à se soutenir les uns les autres. En somme, la pratique de l'action non-violente devient elle-même une pédagogie de l'action, de formation du « sujet », comme le dirait Alain Touraine. L'individu se construit comme acteur dans l'action même.

On le voit aujourd'hui en France avec la mobilisation des sans-papiers: des formes d'actions non-violentes peuvent être inventées ou réinventées dans ce type de situation. Les pratiques de désobéissance civile permettent notamment de radicaliser le mouvement sans pour autant recourir à la violence. La notion de désobéissance civile est toutefois utilisée de manière souvent confuse. Celle-ci recouvre avant tout des pratiques organisées de transgression d'une loi, d'un code, d'un règlement pour les faire évoluer dans le sens souhaité. Martin Luther King a été sans doute le leader non-violent qui a le plus fait connaître cette notion de désobéissance civile à travers son combat pour les droits civiques des Noirs américains. C'est pourquoi, paradoxalement, sa pratique de la désobéissance civile revenait à reconnaître l'importance fondamentale de la loi, comme il l'écrivit dans sa fameuse lettre de la prison de Birmingham. Il encourageait les Noirs à transgresser la loi pour en obtenir de nouvelles qui leur donneraient des droits civiques, leur permettraient de s'asseoir n'importe où dans un bus ou un restaurant, etc. Nous percevons à travers cet exemple que non-violence et démocratie vont de pair. La démocratie pourrait d'ailleurs être définie comme le système politique organisant la gestion non-violente des conflits entre les citoyens.

L'une des questions les plus importantes est alors: sur la base de quelle forme d'autorité repose un tel système politique? J'oserai proposer un autre idéal-type que ceux définis par Max Weber... Celui d'une autorité non-violente, ce qui paraît contradictoire dans les termes. Pourtant, celle-ci me semble non seulement possible mais souhaitable. Je définirai l'autorité non-violente comme étant celle qui se fonde sur l'écoute d'autrui, suscite les conditions d'une discussion collective et qui, au final, sait décider et être garante de cette décision pour l'intérêt de tous. La non-violence vise ici à rechercher l'intérêt commun, condition nécessaire pour définir un « vivre ensemble » institué par des règles, des lois reconnues.

De là cette tension paradoxale de la non-violence: d'une part, comme pratique de l'action collective visant à exprimer le conflit et d'autre part, comme recherche d'une médiation vers le compromis, même si ce dernier est provisoire. Ghandi disait: « Refusons les compromissions, mais cultivons le compromis. »

Cosmopolitiques: Mais la question de l'adversaire n'est-elle pas ici très importante? L'action non-violente s'est en effet constituée historiquement dans des situations non-démocratiques: luttes d'indépendance contre le colonialisme, pratiques de résistance civile au sein de régimes autoritaires voire totalitaires. Ces combats visaient à opposer une force collective non provocatrice à la violence d'un pouvoir visible. Mais comment penser l'action non-violente dans des situations sociales dégradées où la peur, l'agressivité et la violence semblent dominer, lorsqu'on ne rencontre plus que des victimes réciproques?

Jacques Sémelin: S'enfermer dans un statut de victime ne permet guère d'évoluer vers une démarche non-violente. Se définir comme victime, c'est en effet justifier par les mots et par avance, un possible passage à l'acte violent. Les jeunes sont souvent étonnés quand je leur dis que le premier pas vers une attitude non-violente, consiste à refuser d'être victime. Cela commence par une manière de s'affirmer dans la rupture: « Tu ne me touches plus », « Tu me laisses tranquille ». D'où l'importance de la parole. Lutter contre la violence, c'est faire jaillir la parole, même s'il s'agit de dire sa peur. C'est donc une démarche de communication qui implique de rencontrer l'autre. Ainsi la non-violence ne peut être réduite à une pratique de l'action militante. C'est aussi une manière d'être dans sa relation à autrui, d'aller à la rencontre du visage de l'autre comme aurait pu le dire Emmanuel Lévinas. La non-violence inter-personnelle repose sur le respect de l'autre – sur le souci de l'autre – tandis que la violence profite de l'indifférence. Ainsi, briser la logique de la violence sociale revient presque toujours à briser la loi du silence.

Cosmopolitiques: On voit bien comment une démarche non-violente permet d'introduire une rupture avec la violence en rétablissant la relation et la prise en compte d'autrui. C'est sans doute le meilleur du travail de médiation. Mais là, on est loin du conflit, puisque cette non-violence remédiatrice, au contraire, crée de l'accord alors que les causes structurelles de la violence ne sont pas touchées et qu'aucun adversaire n'est désigné.

Jacques Sémelin: À mon avis, cette mobilisation progressive des acteurs sur le terrain social ne doit pas empêcher de réfléchir en amont. Un peu comme Greenpeace, il s'agit de penser à l'avance l'action et les conditions de l'action qui, dans un contexte bien particulier, apparaissent comme particulièrement appropriées à l'objectif recherché. N'oublions pas d'ailleurs, que le propre d'une stratégie non-violente est de rechercher la cohérence entre la fin et les moyens. Les moyens doivent être une fin en train de se faire. Ici la non-violence n'est plus du tout un refus mais

bien plutôt une action, un programme constructifs. Tel avait été le raisonnement de Chavez avec les immigrés mexicains des années 50 et 60. Ils sont analphabètes? Créons des cours d'éducation populaire! Ils n'ont pas de service de santé? Créons-en un! Ils n'ont pas de banque? Créons-en une! La démarche non-violente devient alors synonyme de créativité lorsqu'elle parvient à fabriquer de l'inédit social et politique. Mais la difficulté est de trouver la bonne prise qui va permettre de transformer des situations de violence sociale en conflit.

Cosmopolitiques: Justement, le paradoxe est que cette capacité à faire des « prises » sur le système économique et technocratique semble relativement efficace sur des problèmes loin de l'expérience des gens (comme le montre Greenpeace: survie des baleines, trous d'ozone), mais qu'elle est très faible pour des questions touchant directement les individus dans leur vie quotidienne: ségrégation urbaine, discriminations ethnique et sexiste, injustice scolaire...

Jacques Sémelin: Mais précisément, pour de nombreuses actions de Greenpeace, les gens ne sont pas directement concernés et c'est pourquoi ils peuvent donner assez facilement un soutien désintéressé. En revanche, si on prend l'exemple de la pollution par la voiture ou celui des accidents de la route, tout le monde est concerné et le consensus n'existe pas. La question n'est plus ici la méthode de l'action, mais la structure sociale de sa réceptivité. C'est le revers de la nécessité du « tiers » pour démultiplier l'impact d'une action non-violente. Si ce tiers n'est ni réceptif, ni sensible à la cause soulevée ou s'il est trop divisé à son propos, la lutte risque de ne pas avoir l'impact symbolique suffisant pour faire bouger les choses. On pourra sans doute trouver de très bonnes prises, mais on ne pourra rien faire bouger du corps social si le public ne le souhaite pas, n'y est pas réceptif.

Cosmopolitiques: Mais en même temps, c'est par l'action que la situation peut être redéfinie comme une violence et être conflictualisée.

Jacques Sémelin: Il y a toujours une dialectique compliquée entre le mode de l'action et les conditions de sa réceptivité sociale. En travaillant sur les conditions d'efficacité de l'action non-violente j'ai pris davantage conscience que cette efficacité dépend de cadres sociaux, politiques, culturels, ce que l'on peut appeler une structure d'occasions favorables, comme le dirait le sociologue Sidney Tarrow. Le même type d'action peut marcher à un moment donné et pas à un autre. Ainsi, des formes admirables d'actions non-violentes se terminent parfois en désastre (une répression dure, des morts), parce que, par exemple, la

structure internationale du conflit ne permet pas que cela fonctionne. S'agissant des questions sociales, je serais enclin à faire le même type de raisonnement. Même avec un travail en amont, une bonne prise, des acteurs mobilisés, cela peut échouer si on se trouve dans une configuration politique, économique, voire internationale qui « fera que la mayonnaise ne prendra pas ». Ceci reste une énigme. Il n'en demeure pas moins que l'action non-violente, même si elle recèle des possibilités souvent insoupçonnées, ne peut proposer des « recettes-miracles » si les individus n'ont pas la volonté de se battre.

Entretien réalisé par Éric Macé.